

Rien de cela ne peut être élaboré de manière appropriée ou servir de base pour des relations changeantes à moins d'être fondé sur la plus grande participation possible de la société civile dans tous les processus de la planification.

Et les efforts pour améliorer les situations auxquelles ils réfèrent, réussiront si certains des autres points d'importance continuent comme c'est le cas. Quels sont-ils?

Quand les dirigeants se sont rencontrés en octobre 2001, ils n'ont pas hésité à discuter du besoin d'agir sur la bonne gestion publique, et on a espéré que les pays du G-8, en tant que partenaires du développement, suppléeraient à leurs efforts africains.

Cela revêt une très grande importance. Les peuples africains ont été mal servis au cours des décennies passées, souffrant d'un manque de démocratie et d'un excès de corruption. Nous sommes convaincus que **les dirigeants du G-8 doivent dire à leurs homologues africains qu'ils ont raison de mettre l'accent sur la bonne gestion publique mais ils doivent déborder le discours pour agir de manière significative avec leurs populations pour adopter et soutenir les principes et les pratiques de la bonne gestion publique.**

Les dirigeants du NPDA ont également affirmé qu'ils considéraient que la paix et la sécurité étaient des conditions préalables nécessaires pour un développement viable et ils ont créé un sous-comité pour examiner la gestion, la présentation et la résolution des conflits en Afrique. Les conflits défigurent l'Afrique qui est la scène de la guerre civile la plus longue que le monde ait connue (Soudan, depuis 1956), d'un conflit régional qui, à ses heures les plus sombres, impliquait les armées de dix pays africains (la République démocratique du Congo - RDC) et d'autres conflits au sujet du bétail, des ressources non renouvelables, de l'ethnicité et de la soif du pouvoir pour des dirigeants peu scrupuleux. L'Afrique est le foyer de la mission pour la paix des NU la plus importante que le monde ait connue (Sierra Leone); c'est aussi l'endroit où l'intervention n'a jamais eu lieu lorsqu'elle était nécessaire (Rwanda). Pendant tous ces conflits et troubles, les organisations de la société civile, y compris les syndicats ouvriers, ont tenté de trouver la voie de la paix juste et viable. Un certain nombre de pays du G-8 ont décidé de participer à des projets pour bâtir la paix en Afrique qui comprenaient des tentatives pour renforcer les mécanismes de règlement des conflits régionaux. Cela ne fonctionnera pas à moins que la paix soit considérée comme étant trop importante pour être laissée aux mains des dirigeants politiques ou à leurs représentants. **La société civile doit être capable, mise au défi et équipée pour jouer un rôle de premier plan dans la quête de la paix et le G-8 se doit de faire comprendre cela aux dirigeants africains et de fournir les ressources pour que cela se concrétise.**

Mais aussi terribles que puissent être les conflits, il y a de la sagesse dans les commentaires faits par les dirigeants politiques américains et britanniques à l'effet que le VIH/SIDA tue plus d'Africains qu'une guerre; en effet, tous les jours, quelque 5500 Africaines et Africains meurent du SIDA. Le Groupe de crise internationale a affirmé qu'en Afrique du Sud du Sahara, un adulte sur quatre mourra éventuellement du SIDA.

Nous sommes d'accord avec ses conclusions à l'effet que le **VIH/SIDA doit être considéré comme une crise de la sécurité**, érodant non seulement la sécurité humaine des peuples africains, mais affaiblissant les États au point où l'instabilité politique encouragera les conflits et aggravera les problèmes.

On peut déjà le constater : au Burundi, les partenaires donateurs du pays, surtout des gouvernements du G-8, ont